

## RÉSUMÉ DE TEXTE – TEST DE SÉLECTION SESSION 2017

Extrait de « *L'ère des ténèbres* »

**Michel TERESTCHENKO**

« Il n'est de société libre et sûre que lorsque les hommes ont l'assurance de pouvoir vivre, travailler, penser, communiquer, jouer, aimer sans risque de tomber sous l'arbitraire du fait du prince ; plus particulièrement, sans avoir à craindre cette forme sournoise d'arbitraire qu'est la surveillance policière. Le sentiment de sécurité résulte, on l'oublie trop souvent, de cet insouciant exercice de nos libertés qui compte tout autant que la protection des biens et des personnes. Reste que l'espace de privauté où s'exerce notre indépendance doit être protégé des tentations permanentes d'intrusion auxquelles nul Etat n'échappe et que bien des prétextes servent trop souvent à justifier. Seules, les sociétés libérales modernes se sont volontairement et consciemment édifiées sur le principe – et, en politique, il est franchement *contre-nature* – de restriction et d'autolimitation du pouvoir. Il en résulte que, à moins de commettre une infraction ouvrant à enquête, chaque citoyen, en principe, a la garantie que la plus grande part de son existence ne sera pas soumise à l'indiscret contrôle des autorités publiques. Par nature, le respect des libertés individuelles exige, en effet, une stricte limitation de la souveraineté de l'Etat, quelle que soit la légitimité populaire dont il pourrait se réclamer afin d'étendre sa puissance et réduire ces droits. [...]

Il avait fallu un siècle de combats et de luttes, parfois sanglantes, pour que les hommes, dressés contre toutes les formes d'arbitraire et d'oppression, en viennent à établir des constitutions qui sanctuarisent le droit à la vie privée. [...] Mais comment maintenir ce régime d'indépendance, d'aisance, de liberté, de jeu en somme, lorsque, à rebours de ce droit, l'argument sécuritaire pousse l'Etat à restreindre les libertés individuelles ? Telle est la question cruciale que posent aux démocraties l'émergence et le développement à grande échelle du terrorisme. La construction dans le plus grand secret d'un dispositif de surveillance globale qui substitue la transparence de l'existence à son inviolabilité est la pire réponse que l'on pouvait imaginer. [...]

Nul texte officiel ne constitue un réquisitoire plus implacable des politiques de surveillance globale, mises secrètement en œuvre par les agences de renseignement et de sécurité américaines et britanniques, que le rapport, rendu public le 21 Février 2014 par la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen. Celle-ci avait lancé une enquête à la suite des révélations faites, en juin 2013, par Edward Snowden, un ancien consultant de la CIA et de la NSA, à Glenn Greewald et Laura Poitras<sup>1</sup>. [...] les conclusions du rapport sont accablantes. Que dénoncent-elles ?

Tout ensemble : la violation des normes juridiques et des droits fondamentaux à la vie privée, l'absence de contrôle des autorités politiques américaines et britanniques sur leurs services de renseignement qui agissent avec une impunité quasi-totale, une surveillance de masse illimitée des données personnelles qui conduit à traiter tout individu, dès lors qu'il est connecté, potentiellement comme un « suspect », sans que la collecte vertigineuse ait servi à prévenir la moindre attaque terroriste, le recours fallacieux, enfin, à l'argument de la sécurité nationale dont le premier effet est de supprimer les contraintes de la nécessité et de la proportionnalité inhérentes, en démocratie, à toute dérogation à un droit fondamental (en l'occurrence le respect de la vie privée).

Est ainsi condamné « le recueil à grande échelle, systémique et aveugle, des données à caractère personnel de personnes innocentes, qui comprennent souvent des informations personnelles intimes ». « Les systèmes de surveillance de masse sans discernement mis en place par les services de renseignement constituent une grave entrave aux droits fondamentaux des citoyens », le respect de la vie privée n'étant pas un luxe, mais « la pierre angulaire de toute société libre et démocratique ».

La Chambre des représentants des Etats-Unis autorisa [...] le gouvernement américain à recueillir les données de communication personnelle de tout individu dont elle veut connaître les activités sans avoir besoin d'un mandat judiciaire préalable, sauf s'il s'agit d'un citoyen américain. [...] Sur la base de cette autorisation se sont développés des programmes, tels PRISM et X-Keyscore, qui permettent l'interception de toutes les communications (courriels, appels téléphoniques, diffusion de photos et de vidéos, participation à des forums de discussion, communication par *chat*) des personnes « ciblées » sur une sphère proprement planétaire. [...]

---

<sup>1</sup> Deux journalistes américains

Ainsi, les agences sont désormais en mesure de disposer de la quasi-totalité des informations, des données ou des métadonnées de toute personne ou institution – tel le Conseil Européen, l'ONU ou encore le Ministère des Affaires étrangères, la France étant le pays européen le plus surveillé – dès lors que peut être collectée l'intégralité du contenu des communications téléphoniques et de ses activités électroniques, ainsi que les historiques de navigation et de recherche sur Internet. Pareille collection permet de déterminer un « corps de données à caractère personnel », « une sorte de corps numérique propre à chaque individu » qui révélera de « nombreux éléments de son identité, de ses habitudes et de ses préférences en tout genre. [...] Les pièces Snowden attestaient une évidence rapportée sous forme de tableau statistique : plus de 80% de cette surveillance de masse est consacrée à d'autres objectifs que la lutte antiterroriste ». Selon les documents révélés par Snowden, les autorités américaines et britanniques espionnaient également depuis 2011 les câbles sous-marins de télécommunication utilisant la fibre optique. A quoi s'ajoutent le décryptage des transactions bancaires et opérations réalisées par cartes bancaires conduisant à un espionnage financier d'ampleur mondiale. [...]

Résumant l'ampleur du système mis en place, Greenwald écrit : "*Prises dans leur intégralité, les archives Snowden conduisaient à une conclusion fort simple : le gouvernement américain avait bâti un système qui s'était fixé pour objectif l'élimination complète, à l'échelle planétaire, de toute vie privée électronique. Loin de toute hyperbole, c'est au sens proprement du terme l'objectif, explicitement formulé, de l'Etat de surveillance : s'assurer que toute communication par voie électronique entre les habitants de la planète soit collectée, conservée, contrôlée et analysée. L'agence se consacre à une mission primordiale : empêcher le moindre élément de communication électronique d'échapper à son emprise systémique*".

S'est ainsi mis en place un dispositif de traçabilité universelle offrant aux Etats modernes des possibilités de surveillance sans limites, réalisant, au-delà de toute imagination possible, le projet de Jérémie Bentham de prison panoptique où « l'œil du maître est partout ». "*Voir sans être vu, explique Christian LavaP, c'est régner sur les esprits non pas en se montrant en train de regarder mais plutôt en regardant en demeurant toujours caché. L'espace de visibilité ainsi créé n'est efficace que si le regard est lui-même masqué parce qu'ainsi le sujet observé a toujours en lui le sentiment d'être surveillé*". [...] La surveillance panoptique à l'ère numérique, n'a pas besoin de construire une prison réelle avec sa tour centrale et ses cellules individuelles pour que chacun ait le sentiment d'être placé sous un regard omnivoyant. Il suffit que chacun sache que ses données personnelles, une fois stockées,

---

<sup>2</sup> Sociologue français

pourraient être « ciblées » pour que disparaissent les conditions sociales d'un usage insouciant, spontané et gratuit de nos libertés. Tel est le but du panoptique benthamien : rendre toutes les conduites humaines transparentes et rationnelles sous le regard du maître qui voit sans être vu. Cela afin d'éviter les crimes et les attentats ? Nombre d'entre nous accepteraient, peut-être, de renoncer à un peu de nos libertés si notre sécurité était mieux garantie. Mais s'il fallait sacrifier à cette fin, plus encore que nos droits, l'improvisation joyeuse de nos pensées et de nos vies, qui est inséparable de leur exercice, serions-nous tous d'accord ? Le serions-nous encore si cela devait nous faire entrer dans la morne grisaille d'une société entièrement sous contrôle où les hommes seraient privés de leur insouciance et des ressorts de la créativité ? Et c'est bien cette dimension essentielle de jeu et de spontanéité dans nos existences que la surveillance généralisée risque de mettre en péril, alors que le système sécuritaire engendre, en réalité, le contraire de ce qu'il vise : le sentiment d'une insécurité généralisée.

Désormais, les individus sont prisonniers de la « mémorisation numérique », réduits aux « schèmes de vie » de leurs actions présentes et passées, à tout instant géolocalisables. A cet égard, la surveillance électronique est inséparable de la théorie du « profilage » qui préside aux « frappes de signature » opérées par les drones. Le *New York Times* révéla ainsi, le 28 septembre 2013, que depuis 2010, « *la NSA a commencé à réaliser des profilages des citoyens du monde entier, incluant des citoyens américains. Les personnes visées en priorité par ce profilage sont liées au terrorisme, au trafic d'armes, de drogue ou à la cybercriminalité, ou bien encore des hommes politiques, des hommes d'affaires ou des activistes* ».

Consciente du danger que ces méthodes font peser sur les libertés individuelles, la Cour constitutionnelle fédérale allemande avait interdit, en avril 2006, le recours aux méthodes de « profilage préventif ». [...] Elle a déclaré que le filtrage des données concernant les personnes de confession musulmane après les attentats du 11 septembre constituait une violation du droit fondamentale à l'autodétermination en matière d'informations personnelles. Elle a considéré que le filtrage préventif de données n'était pas autorisé *à moins de menace concrète fondée sur des circonstances factuelles*. [...] Mais, le système indiscriminé et légal de surveillance globale mis en place par la NSA aux Etats-Unis, au nom de la guerre contre le terrorisme, a donné naissance à un corps proprement tentaculaire. Le budget alloué aux services de renseignement militaire et civil américain a plus que doublé depuis le 11 septembre 2001, employant près de cent trente mille personnes. La « *guerre contre le terrorisme* » n'occupait en 2013 que 35% des activités de ces agences, de sorte que la raison, prétendument sécuritaire, de ce développement vertigineux n'est en réalité qu'un prétexte pour asseoir l'hégémonie des Etats-Unis. [...]

On mesure le courage remarquable que demandait la résolution d'Edward Snowden de confier à des journaux, dont le sérieux est reconnu de tous, le soin de rendre publics les documents qui nous permettent aujourd'hui de connaître l'ampleur insoupçonnée de la surveillance mise en place par la NSA, à laquelle nul désormais n'échappe. Tel était son but premier et il était prêt à en payer le prix du sacrifice. Sur les raisons qui l'animaient, il s'expliquera avec Glenn Greenwald, qu'il avait fait venir à Hong-Kong avec la documentariste Laura Poitras afin de mettre au point avec eux les derniers aspects stratégiques de la bombe médiatique qu'il s'apprêtait à lancer : *"je me suis rendu compte, dit-il, qu'ils étaient en train de bâtir un système dont le but était l'élimination de toute vie privée, à l'échelle de la planète. Pour faire en sorte que personne ne puisse plus communiquer par voie électronique sans que la NSA soit en position de collecter, de stocker et d'analyser ces communications"*.

Son assurance inébranlable révélait la fermeté d'une âme tendue par un sens aigu de la responsabilité personnelle et un souci absolu de vérité, comparable seulement à ce qui animait les dissidents à l'époque soviétique. [...]. Ce qu'il refusait, c'est le mensonge, la tromperie, la dissimulation, dictant une obéissance passive qui est, on le sait depuis La Boétie, l'instrument le plus sûr de toutes les tyrannies. Ce refus émanait en lui d'une exigence profonde d'honnêteté morale, de fidélité à soi et à ses convictions. [...] Il y a quelque chose de profondément inique dans le fait que porter à la connaissance du public des pratiques étatiques tenues dans l'ombre et qui le concernent au premier chef doive être payé de risques personnels aussi lourds. Tel était le cas dans les régimes autoritaires, si opposés par nature au principe de publicité. Mais qu'il en soit de même dans une société démocratique a tout d'un *symptôme*. Le seul fait qu'Edward Snowden ait dû, par avance, accepter les conséquences redoutables auxquelles l'exposaient ses révélations sur le dispositif de surveillance américain et britannique est tout à la fois injuste – au sens du mot anglais *unfair* – et l'indice révélateur d'une dérive de cet ordre. La démocratie, parce qu'elle est le seul type de régime politique qui se soit construit sur le principe de la critique de soi, de la permanente mise en question de lui-même, ne devrait pas faire de l'exercice de cette critique une vertu héroïque. Elle devrait, au contraire, et dans tous les cas, être banale, aussi peu héroïque et vertueuse que l'expression d'un droit ordinaire. Aussi est-ce à juste titre que les défenseurs des lanceurs d'alerte, militent pour l'institution d'une autorité indépendante qui, sous certaines conditions strictement définies, assurerait aux lanceurs d'alerte une immunité les mettant à l'abri des énormes pressions qui s'exercent sur eux et des risques qu'ils prennent dans tous les aspects de leur existence. Une telle autorité serait l'expression par excellence de ces principes de publicité, de limitation du pouvoir et d'autocritique qui

distinguent de façon absolue les démocraties de tous les autres types de régime, et bien évidemment des régimes totalitaires et post-totalitaires. Pour l'heure, c'est, au contraire, tout l'appareil étatique américain qui s'est abattu sur Edward Snowden. Ce que Snowden avait prévu et accepté, puisqu'il avait d'avance décidé de faire savoir qu'il était bel et bien la source de ces renseignements que les médias allaient diffuser à l'échelle planétaire. Mais qu'un citoyen doté d'une haute conscience éthique et d'un sens tout à fait exceptionnel de sa responsabilité en vienne à devenir un paria en raison de la fidélité à ses principes, ou à être considéré comme un délinquant qui fera l'objet de condamnations pénales, cela est, à soi seul, l'indice d'un très grave dysfonctionnement de la société démocratique.

De même que les dissidents ont été les héros de la résistance au système totalitaire soviétique, les lanceurs d'alerte, tels Edward Snowden et Bradley Manning – tous deux considérés par le gouvernement des Etats-Unis comme des espions, ennemis de l'intérieur et traîtres à la Nation – sont des modèles à suivre de responsabilité, à la fois éthique et politique, et, sur le plan personnel, de grand courage si nous voulons nous réapproprier ce monde de violences meurtrières et de dominations insoupçonnées qui nous échappe et que nous subissons. Cela implique de soutenir et de protéger ceux qui dénoncent des pratiques aussi dangereuses, d'œuvrer autant que nous en avons le pouvoir pour qu'adviennent à la lumière du jour ces politiques qui se pratiquent dans l'ombre, tout à la fois en notre nom et à notre insu, et de les porter sur la scène de discussions publiques. Telle est notre responsabilité inaliénable de citoyens libres que nous devons exercer tant que nous avons encore ce fragile privilège ».

**Michel TERESTCHENKO**

*« L'ère des ténèbres »*

pp. 173 à 187

Editions : « Le bord de l'eau »

Collection, la bibliothèque du Mauss

Date de parution : 2015



**RESUME DE TEXTE – TEST DE SELECTION SESSION 2017**  
**PROPOSITION DE CORRIGE**  
(Texte de Michel TERESTCHENKO - Extrait de « *L'ère des ténèbres* »)

Notre conception démocratique libérale exige que soit ménagé un espace sur lequel l'Etat ne peut pas empiéter, un espace privé d'indépendance échappant au contrôle social. C'est dans cette distance que nos droits individuels comme nos modes de vies peuvent s'exercer. Pourtant, le principe de limitation de la souveraineté de l'Etat, cœur de l'institution démocratique libérale, est aujourd'hui menacé par une amplification sans précédent des pouvoirs étatiques de surveillance et de contrôle au nom de fins sécuritaires.

Le Parlement Européen, prenant appui sur le rapport Snowden, a ainsi dénoncé la mise en œuvre de mesures de surveillance numérique, à l'échelle planétaire, se soustrayant elles-mêmes à tout contrôle juridique. Cet accroissement de la coercition exercé sur le citoyen trouverait sa justification dans un état d'urgence mondial engendré par le terrorisme. Ceci a conduit le gouvernement américain à encourager les intrusions des agences chargées de collecter, sans limites et à leur insu, toute sorte d'informations sur la population. On dériverait ainsi vers un Etat policier qui doit éveiller notre vigilance.

Ce dispositif se veut provisoire, nécessaire à la sécurité de la population mondiale. Pourtant, donner notre consentement à une réduction de nos libertés fondamentales ne répondra pas au légitime souci de sécurité, mais contribuerait à choisir notre propre aliénation.

Le lanceur d'alerte incarne ce digne esprit de résistance, de courage politique qui a permis l'effondrement de régimes totalitaires. L'insolence de Snowden ne fait pas de lui un traître. Son audace doit nous interpeller sur les valeurs à défendre.

[257 mots]

## **Éléments cardinaux du texte**

### **1. Notre démocratie libérale va-t-elle de soi ?**

- La démocratie libérale implique la limitation de la souveraineté de l'Etat
- Mais nos vies privées sont menacées par un dispositif de surveillance planétaire.

### **2. Pourquoi des instances européennes condamnent-elles ces mesures ?**

- Absence de contrôle juridique de ce système de surveillance
- La guerre contre le terrorisme est un prétexte invoqué par les USA
- Risque grave de dérive sécuritaire

### **3. Quelle est l'efficacité de ce dispositif ?**

- Le désir de sécurité ne peut être satisfait totalement
- Un système panoptique est un engrenage fatal pour les libertés

### **4. Comment considérer un lanceur d'alerte ?**

- C'est un résistant responsable
- C'est un exemple de citoyenneté